



CH-3003 Bern, SECO/DA/TC/bsi

Directive

Aux : - **Autorités cantonales**
: - **Caisses de chômage publiques et privées**

Lieu, date : **Berne, le 17 décembre 2021**

N° : **22**

Directive 2021/22 : Adaptation des Bulletins LACI

Mesdames, Messieurs,

Dans la présente directive, vous trouverez toutes les règles spéciales dues à la pandémie qui restent en vigueur. Les contenus de la « directive sur la pandémie » 2021/21 qui déploient leurs effets au-delà de sa validité ont été repris dans la présente directive.

Tous les chiffres marginaux nouveaux ou adaptés, qui continuent à s'appliquer indépendamment de la pandémie, ont été repris dans les bulletins LACI ordinaires. Afin de faciliter la lecture, la colonne de gauche du tableau, avec les textes initiaux, a été supprimée ; seules les colonnes du milieu, avec les textes en vigueur, et celle de droite, avec les explications, ont été maintenues.

Le télétravail pour les collaborateurs reste autorisé et peut être pratiqué de diverses manières, décrites dans les communications dans TCNet.

En cas de questions concernant la directive, nous vous prions d'envoyer vos demandes à notre service chargé de la coordination des affaires. Les questions techniques sur la mise en œuvre peuvent être envoyées aux groupes de soutien opérationnel. Nous les transmettrons alors au service interne compétent, qui y répondra dans les meilleurs délais.

Table des matières

1	Principes généraux	2
2	Bulletin LACI RHT	3
3	Bulletin LACI IC	8

1 Principes généraux

Les chiffres marginaux A5 à A10 du Bulletin LACI RCRE se consacrent aux principes de reconsidération et de révision visés à l'art. 53 LPGA, notamment à la procédure de restitution.

Une reconsidération ou une révision ne peuvent avoir lieu que si les conditions préalables sont remplies. Lorsque les critères de reconsidération ne peuvent pas être établis de manière irréfutable, il convient de renoncer à toute reconsidération ou révision. Les procédures judiciaires qui présentent de minces chances de succès doivent être évitées. Ce principe vaut notamment pour les procédures de restitution des caisses.

2 Bulletin LACI RHT

Cm	Nouvelle formulation ¹	Explication
B7a	<p><i>Valable depuis le 03.04.2020</i></p> <p>À partir du 1^{er} avril 2022 – c'est-à-dire avec le retour à la procédure ordinaire de décompte² –, les heures de travail en plus accomplies par les travailleurs au cours des six mois précédents l'ouverture du délai-cadre d'indemnisation doivent à nouveau être déduites de leur perte de travail.</p> <p>Durant un délai-cadre en cours, toutes les heures de travail en plus effectuées par les travailleurs dans les 12 derniers mois <u>précédant une nouvelle</u> réduction de l'horaire de travail doivent à nouveau être déduites de leur perte de travail à partir du 1^{er} avril 2022.</p> <p>Les heures de travail en plus effectuées <u>avant</u> les périodes de décompte (PD) de mars 2020 à mars 2022 (décompte conformément à l'ordonnance COVID-19 AC dans le cadre d'une procédure sommaire) et qui n'ont pas dû être déduites pendant ces périodes, <u>ne doivent également plus être prises en compte</u> dans les périodes de décompte ultérieures à partir de avril 2022.</p> <p>Cette réglementation veille à ne pas réduire ultérieurement à néant la raison d'être de la dérogation qui stipule que, pendant la durée d'application de l'ordonnance COVID-19, il n'est pas obligatoire d'imputer sur les interruptions de travail les heures supplémentaires effectuées avant cette période.</p> <p>En revanche, les règles de comptabilisation ordinaires s'appliquent à partir du 1^{er} avril 2022 aux heures supplémentaires effectuées sans chômage partiel <u>pendant ou après</u> les périodes de décompte conformément à l'ordonnance COVID-19 AC (c'est-à-dire pendant la durée de validité de la procédure sommaire) depuis la dernière phase de chômage partiel.</p> <p>Exemple 1: Une entreprise décompte une RHT de mai 2020 à mai 2021. Les heures supplémentaires effectuées avant la période de décompte de mai 2020 sous COVID-19 ne seront pas déduites de la RHT. Par contre, dès avril 2022, les heures supplémentaires effectuées depuis avril 2022 durant les mois sans chômage partiel, c'est-à-dire dans le cas présent, de juin 2021 à mars 2022, et qui n'ont pas été compensées jusqu'à maintenant seront déduites de la RHT.</p> <p>Exemple 2: Une entreprise décompte une RHT à partir de avril 2022. Un délai-cadre d'indemnisation est ouvert en septembre 2020. De mars 2020 à mars 2022, l'entreprise n'a perçu aucune RHT. Les heures de travail en plus effectuées au cours des six mois précédant l'introduction de la RHT doivent être déduites (Bulletin LACI RHT B7).</p> <p>Exemple 3: Une entreprise a décompté une RHT de juin 2020 à août 2020. Elle décompte une nouvelle fois une RHT à partir de avril 2022. Le délai-cadre d'indemnisation s'étend de juin 2020 à mai 2022. De septembre 2020 à mars 2022, l'entreprise n'a perçu aucune RHT. Les heures de travail en plus effectuées au cours des douze derniers mois au maximum précédant la nouvelle RHT en avril 2022 doivent être déduites (Bulletin LACI RHT B8).</p>	<p>D'après la « directive sur la pandémie » 2020/12</p> <p>Modification reprise de la directive 2021/13</p>

¹ Valable depuis la date indiquée, avec les changements éventuellement intervenus entre-temps

² Le Conseil fédéral a décidé le 17.12.2021 de prolonger la procédure de décompte sommaire (y compris la renonciation de la prise en compte du revenu tiré des occupations provisoires et à la déduction des heures supplémentaires) jusqu'au 31.03.2022. L'adaptation de l'ordonnance Covid-19 AC (RS 837.033) suivra fin janvier.

Cm	Nouvelle formulation ¹	Explication
B42a	<p><i>Valable depuis le 30.06.2021</i></p> <p>Dans les associations, l'incidence significative sur le processus de décision doit être vérifiée comme indiqué dans le Bulletin LACI RHT B37 ss. A cet égard, il convient de noter qu'une personne chargée de la gestion des affaires a souvent une fonction plutôt administrative et est, pour le reste, assimilée aux autres employés, tandis que les pouvoirs de décision sont exercés par le comité de direction.</p> <p>Exemple 1 : le membre d'un groupe de musique organisé en association assume la gestion des affaires et effectue la comptabilité, y compris la comptabilité salariale, mais ne possède pas de compétences plus étendues que les autres membres du groupe. Dans ce cas, tous les membres du groupe doivent être traités de la même façon et avoir tous droit – ou pas – à une indemnité en cas de RHT en fonction de l'évaluation de la situation.</p> <p>Exemple 2 : le membre d'une association de théâtre assume la gestion des affaires et se charge des tâches administratives tandis que les décisions sont prises par le comité de direction. Ce membre, bien qu'il soit « gérant », n'occupe pas une position assimilable à celle de l'employeur.</p>	D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21
C6b	<p><i>Valable depuis le 19.03.2021</i></p> <p>Recrutement de personnel dans les entreprises saisonnières</p> <p>Le but de l'indemnité en cas de RHT est de préserver les emplois et non pas d'en financer de nouveaux. En vertu de l'obligation de diminuer le dommage, on attend ainsi des entreprises qu'elles reprennent l'exploitation dès que et dans la mesure où cela est autorisé ou, pour les entreprises saisonnières, à partir du moment où la saison commence normalement. Pour ce faire, il peut être nécessaire d'engager du personnel.</p> <p>C'est pourquoi il est également possible de faire valoir un droit à l'indemnité en cas de RHT pour le personnel recruté nouvellement, pour autant que les autres conditions requises du droit à l'indemnité soient remplies. La perte de travail étant toutefois supposée être limitée au minimum en vertu de l'obligation précitée de réduire le dommage, les entreprises doivent se garder de recruter plus de personnel que la saison ne l'exige en temps normal.</p>	D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21
C6c	<p><i>Valable depuis le 01.06.2020</i></p> <p>Indemnité en cas de RHT pour les nouveaux apprentis et les apprentis après leur diplôme :</p> <p>Les nouveaux apprentis peuvent être engagés par une entreprise qui a réduit son horaire de travail.</p> <p>À l'issue de leur apprentissage, les apprentis peuvent rester dans leur entreprise d'apprentissage bien que celle-ci ait réduit son horaire de travail. Même durant la crise due au coronavirus, le fait de continuer à travailler après l'apprentissage leur donne la possibilité d'acquérir une première expérience professionnelle et de réduire le risque de chômage, et par là de perception des indemnités journalières. Le contrat de travail peut également être fixé pour une durée déterminée, de douze mois par exemple. Par ailleurs, il faut noter que les « vrais » travailleurs engagés pour une durée déterminée (i.e. sans possibilité de résiliation expressément convenue) perdent à nouveau leur droit à l'indemnité en cas de RHT du 1er septembre 2020 au 31 décembre 2020 et à partir du 1er juillet 2021. Les travailleurs employés « à titre temporaire improprement dit », c'est-à-dire selon un contrat de travail de durée déterminée avec possibilité de résiliation, conservent le droit à l'indemnité en cas de RHT (Bulletin LACI RHT D29).</p>	D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21

Cm	Nouvelle formulation ¹	Explication
D4a	<p><i>Valable depuis le 19.03.2021</i></p> <p>Du fait de sa soudaineté, de son ampleur et de sa gravité, une pandémie n'est pas un risque normal d'exploitation à la charge de l'employeur, au sens de l'art. 33, al. 1, let. a LACI. Les pertes de travail résultant d'un recul de la demande de biens et de services pour ce motif peuvent dès lors être prises en considération en application de l'art. 32, al. 1, let. a LACI, même si l'entreprise se trouve dans la phase de démarrage.</p> <p>L'exception déjà visée dans le Bulletin LACI RHT D4, découlant de mesures prises par les autorités, s'applique.</p> <p>Il conviendrait d'évaluer autrement le cas d'une entreprise qui serait créée durant la pandémie (depuis 16 mars 2020) et, sans avoir exercé la moindre activité au préalable, commettrait un abus de droit en faisant valoir des pertes de travail directement liées à des motifs économiques. Lorsque de tels cas sont identifiés à l'occasion de contrôles d'employeurs réalisés par le SECO ou à la suite de signalements auprès des organes d'exécution, l'entreprise doit s'attendre à un refus ou à une reconsidération de l'autorisation accordée.</p>	<p>D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21</p>
D6c	<p><i>Valable depuis le 12.03.2020</i></p> <p>Les absences de travailleurs qui ne peuvent fournir leurs prestations de travail en raison de circonstances personnelles telles que maladie ou peur de la contagion, ou d'obligations familiales (par exemple : soins à donner à un membre de la famille frappé par la maladie, garde d'enfants en cas de fermeture des écoles et garderies), doivent être saisies, dans le formulaire de décompte RHT, comme des « congés payés / non payés ».</p> <p>Les pertes de gain qui résultent de ces empêchements ne sont pas à la charge de l'AC, sauf en ce qui concerne les personnes vulnérables conformément à l'ordonnance 3 COVID-19 (RS 818.101.24) qui peuvent prouver avec un certificat médical qu'elles ne doivent pas travailler pour des raisons de santé.</p> <p>Compte tenu des mesures ordonnées par les autorités, ce droit à l'indemnité en cas de RHT est accordé pour les personnes vulnérables aussi longtemps que le droit selon l'art. 27a de l'ordonnance 3 COVID-19 (RS 818.101.24) existe et pour autant que l'entreprise remplisse l'ensemble des conditions fixées pour l'indemnité en cas de RHT.</p>	<p>D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21</p> <p>Selon l'état actuel, le droit aux APG pour les personnes vulnérables est limité au 31.12.2021, toutefois une prolongation est possible.</p>
D35a	<p><i>Valable depuis le 22.07.2020</i></p> <p>Absence d'obligation de verser de salaire</p> <p>Depuis le 6 juillet 2020, une obligation de quarantaine est en vigueur pour les voyageurs en provenance de certaines régions ; cette obligation a été décidée par le Conseil fédéral le 1er juillet.³</p> <p>Conformément à l'art. 324a CO, l'employeur est tenu de poursuivre le versement du salaire lorsque le travailleur est empêché de travailler sans faute de sa part pour des raisons inhérentes à sa personne (par ex. accident ou maladie). Si un travailleur voyage dans une zone désignée par les autorités comme étant à risque et doit, lors de son retour, être mis à cet effet en quarantaine pendant 10 jours, l'employeur n'est pas tenu de poursuivre le versement du salaire, car il s'agit dans ce cas d'un acte intentionnel de la part du travailleur (le critère « sans faute de sa part » mentionné ci-dessus n'est pas rempli).</p> <p>À partir du 6 juillet 2020, la réglementation suivante s'applique : celui qui entre en Suisse en provenance d'une zone à risque doit se mettre en quarantaine durant dix jours. Le fait que la personne a voyagé / voyage dans une zone à risque à compter du 6 juillet 2020 ou avant cette date est sans importance.</p>	<p>D'après la « directive sur la pandémie » 2021/01</p>

³ Liste actuelle: <https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/krankheiten/ausbrueche-epidemien-pandemien/aktuelle-ausbrueche-epidemien/novel-cov/empfehlungen-fuer-reisende/quarantaene-einreise.html> et <https://www.admin.ch/opa/fr/classified-compilation/20201948/index.html>

Cm	Nouvelle formulation ¹	Explication
	<p>Concrètement, les restrictions suivantes s'appliquent au droit de bénéficier des prestations de l'AC (indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail, ci-après « indemnité en cas de RHT ») : les personnes qui se rendent à partir du 6 juillet 2020 dans un pays qui, au moment de leur entrée, figure sur la liste officielle des zones à risque, n'ont pas droit à une indemnité en cas de RHT durant la quarantaine de dix jours. Ces personnes sont empêchées de travailler par leur propre faute et ne peuvent donc pas bénéficier d'une poursuite du versement du salaire. Leur interruption de travail ne doit pas être prise en compte pour bénéficier de l'indemnité en cas de RHT.</p> <p>Les personnes qui ont voyagé dans un pays à risque avant le 6 juillet 2020 et qui retournent en Suisse à partir du 6 juillet 2020 et qui doivent donc être mises en quarantaine pendant dix jours, peuvent avoir droit à une indemnité en cas de RHT si elles ont obtenu un certificat médical ou une attestation délivrée par une autorité. Il en va de même pour les personnes qui se rendent dans une zone déclarée à risque seulement après leur départ. Cependant, l'obligation de l'employeur de continuer à payer les salaires dans de tels cas est juridiquement controversée. Il reste à voir comment les tribunaux vont juger cette question. Si l'employeur ne reconnaît pas l'obligation de continuer à payer le salaire et ne paie pas le salaire pendant la période de quarantaine, aucune indemnité en cas de RHT n'est due.</p>	
D35b	<p><i>Valable depuis le 30.10.2020</i></p> <p>Cm D35a s'applique de la même manière aux assurés qui sont mis en quarantaine sans s'être rendus dans une zone à risque.</p> <p>Pour les personnes mises en quarantaine sans qu'il y ait faute de leur part, l'entreprise peut décompter l'indemnité en cas de RHT, à condition que les autres conditions de la RHT soient remplies.</p> <p>Les personnes qui ont provoqué la quarantaine par leur propre comportement (par exemple, le non-respect des règles d'hygiène et de distance, participation à un événement avec un nombre non autorisé de personnes, contact avec une personne dont on sait qu'elle est infectée) n'ont pas droit au maintien du paiement du salaire pendant la période de quarantaine. Leur perte d'heures de travail ne doit pas être prise en compte par l'indemnité en cas de RHT.</p> <p>Si, malgré la quarantaine, les personnes concernées travaillent en télétravail, prennent des vacances ou réduisent les heures supplémentaires, l'entreprise est tenue de continuer à payer les salaires, mais il n'y a pas de perte d'heures de travail due à des mesures économiques ou officielles et donc pas droit à l'indemnité en cas de RHT.</p>	D'après la « directive sur la pandémie » 2021/01

Cm	Nouvelle formulation ¹	Explication
F2a	<p><i>Valable depuis le 30.06.2021</i></p> <p>Du 1er septembre 2020 au 31 décembre 2021, la durée maximale de perception de l'indemnité a été relevée à 18 mois dans les limites du délai-cadre de deux ans.</p> <p>Du 1er juillet 2021 au 28 février 2022, la durée maximale de perception de l'indemnité est relevée à 24 mois dans les limites du délai-cadre de deux ans. Aucune restriction ne s'applique à l'ouverture d'un éventuel nouveau délai-cadre à la suite du précédent ni à la perception d'une nouvelle indemnité en cas de RHT.</p> <p>Les entreprises dont le délai-cadre a commencé après mars 2020 ne peuvent – selon l'OACI de ce jour – recevoir à nouveau des indemnités en cas de RHT qu'à partir du début du nouveau délai-cadre, pour autant qu'elles aient déjà perçu des indemnités en cas de RHT pendant 12 mois ou plus au cours du délai-cadre actuel.</p> <p>Exemples de cas:</p> <p>Pour l'entreprise A, un délai-cadre a été ouvert au 1er mai 2020, qui dure jusqu'au 30 avril 2022. Jusqu'à fin février 2022, ladite entreprise a perçu des indemnités en cas de RHT par exemple pendant 18 mois. Pour mars et avril 2022, elle ne peut plus percevoir d'indemnités en cas de RHT, parce qu'au cours du délai-cadre actuel, elle a déjà atteint la durée maximale d'indemnisation (12 périodes de décompte) qui s'applique en mars et en avril 2022. À partir du 1er mai 2022, on peut ouvrir un nouveau délai-cadre de deux ans, si l'entreprise remplit à nouveau toutes les conditions pour la perception et au cas où elle décompte l'indemnité en cas de RHT en mai 2022. Dans le nouveau délai-cadre, le compteur des périodes de décompte perçues est remis à zéro. Si la réglementation actuelle en matière de durée maximale d'indemnisation est maintenue, l'entreprise peut décompter l'indemnité en cas de RHT pendant 12 mois au plus entre le 1er mai 2022 et le 30 avril 2024.</p> <p>Pour l'entreprise B, un délai-cadre a été ouvert au 1er mai 2020, qui dure jusqu'au 30 avril 2022. Jusqu'à fin février 2022, ladite entreprise a perçu des indemnités en cas de RHT par exemple pendant 10 mois. Pour mars et avril 2022, elle peut encore percevoir des indemnités en cas de RHT, parce qu'au cours du délai-cadre actuel, elle n'a pas encore atteint la durée maximale d'indemnisation (12 périodes de décompte) qui s'applique en mars et en avril 2022. À partir du 1er mai 2022, on peut ouvrir un nouveau délai-cadre de deux ans, si l'entreprise remplit à nouveau toutes les conditions pour la perception et au cas où elle décompte l'indemnité en cas de RHT en mai 2022. Dans le nouveau délai-cadre, le compteur des périodes de décompte perçues est remis à zéro. Si la réglementation actuelle en matière de durée maximale d'indemnisation est maintenue, l'entreprise peut décompter l'indemnité en cas de RHT pendant 12 mois au plus entre le 1er mai 2022 et le 30 avril 2024.</p>	<p>D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21</p>
F4a	<p><i>Valable depuis le 01.06.2020</i></p> <p>Les périodes de décompte à partir de mars 2020 et jusqu'à mars 2021 inclus ne sont pas prises en compte pour la durée maximale de perception en cas de perte de travail de plus de 85 %.</p> <p>Exemple : En janvier et février 2020, une entreprise a déjà fait valoir une réduction de l'horaire de travail en raison d'une perte de travail de 90 %, et elle a même annoncé une perte de travail de 100 % durant les périodes de décompte de mars à août 2020. Pendant la période de novembre 2020 à mars 2021, l'entreprise fait à nouveau valoir une perte de travail de 95 %. Ainsi, à partir de avril 2021, elle pourra encore faire valoir une perte de travail supérieure à 85 % pour deux périodes de décompte.</p>	<p>Ordonnance COVID-19 AC (RS SR 837.033), valable du 1.9.2020 au 31.12.2022.</p> <p>D'après la « directive sur la pandémie » 2020/12</p> <p>Modification reprise de la directive 2021/01</p>

3 Bulletin LACI IC

Cm	Nouvelle formulation ⁴	Explication
B38a	<p><i>Valable depuis le 03.04.2020</i></p> <p>Tous les assurés qui, à la date du 1er mars 2020, n'avaient pas encore épuisé leur droit aux indemnités journalières, reçoivent 120 indemnités journalières supplémentaires au maximum pendant toute la période qui s'étend du 1er mars 2020 au 31 août 2020. Durant cette période, ils ne font valoir les indemnités journalières normales qu'une fois les 120 indemnités journalières supplémentaires perçues. L'ensemble des dispositions de la LACI s'appliquent aussi pendant la perception des indemnités journalières supplémentaires (p. ex. concernant les jours d'attente et de suspension).</p> <p>Le délai-cadre d'indemnisation pour toutes les personnes ayant déjà un délai-cadre d'indemnisation en cours au 1er mars 2020 et ayant droit aux indemnités à partir de cette date, est prolongé de six mois. Pour les personnes pour lesquelles un délai-cadre d'indemnisation est ouvert après le 1er mars 2020, celui-ci est prolongé à concurrence de la durée écoulée entre le début du délai-cadre d'indemnisation et le 31 août 2020.</p> <p>Trois exemples illustrent cette procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La personne A a un délai-cadre d'indemnisation ouvert depuis le 1er novembre 2019 et a encore 300 indemnités journalières ouvertes au 1er mars 2020. Du 1er mars 2020 au 14 août 2020, elle perçoit sans interruption les 120 indemnités journalières supplémentaires. À partir du 17 août 2020, elle peut à nouveau percevoir les indemnités journalières normales, et son droit compte encore 300 indemnités journalières. Son délai-cadre d'indemnisation est prolongé de six mois. • La personne B ouvre un nouveau délai-cadre d'indemnisation le 1er avril 2020. Du 1er avril au 31 août 2020, la personne B ne perçoit que les indemnités journalières supplémentaires. La perception des indemnités journalières habituelles ne commence que le 1er septembre 2020. Son délai-cadre d'indemnisation est prolongé de cinq mois. • La personne C a épuisé son droit ordinaire aux indemnités le 25 février 2020. Son délai-cadre d'indemnisation dure toutefois encore jusqu'au 31 mars 2020. Elle ne peut percevoir d'indemnités journalières supplémentaires parce qu'elle n'avait déjà plus droit aux indemnités le 1er mars 2020. <p>Réglementation transitoire pour les personnes arrivées en fin de droits après le 1er mars 2020 (avant l'entrée en vigueur des dispositions de la directive 2020/04) : Pour ces personnes, le délai-cadre d'indemnisation est prolongé de manière rétroactive et ces personnes peuvent percevoir rétroactivement les indemnités journalières supplémentaires à partir de leur arrivée en fin de droits. La condition est qu'elles demeurent activement inscrites auprès de l'ORP. Une éventuelle réinscription a lieu à la date de la désinscription précédente et les personnes peuvent bénéficier des indemnités journalières supplémentaires à partir du 1er mars 2020. Les indications de la personne assurée doivent toutefois être remises à la caisse de chômage (CCh) compétente pour toute la durée d'indemnisation, mois de mars entier inclus.</p> <p>Les indemnités journalières supplémentaires et les délais-cadres prolongés sont traités de manière analogue à partir du 1^{er} mars 2021.</p>	<p>Ordonnance COVID-19 AC (RS SR 837.033), valable du 1.9.2020 au 31.12.2022.</p> <p>D'après la « directive sur la pandémie » 2020/12</p> <p>Modification reprise de la directive 2021/13</p> <p>La situation économique difficile due à la crise provoquée par le nouveau coronavirus réduit massivement les chances de trouver un emploi. Les indemnités journalières supplémentaires accordées et la prolongation des délais-cadres d'indemnisation doivent servir à éviter que, durant cette période, les personnes assurées épuisent les indemnités journalières qui leur sont dues alors que la recherche d'emploi n'est pratiquement plus possible.</p>
B38b	<p><i>Valable depuis le 01.06.2020</i></p> <p>Par analogie à B56 et B70, le délai-cadre d'indemnisation prolongé peut être réduit si l'assuré, après avoir touché le nombre maximum d'indemnités journalières auquel il avait droit, remplit les conditions permettant d'ouvrir un nouveau délai-cadre.</p>	<p>Des plafonds sont fixés pour la prolongation des délais-cadres (B56 pour les indépendants et B70 pour les personnes ayant des enfants à charge) pour éviter que cette prolongation se fasse au détriment de l'assuré.</p>

⁴ Valable depuis la date indiquée, avec les changements éventuellement intervenus entre-temps

Cm	Nouvelle formulation ⁴	Explication
B38c	<p><i>Valable depuis le 01.06.2020</i></p> <p>Si, au terme du délai-cadre d'indemnisation prolongé, un nouveau délai-cadre d'indemnisation est ouvert, le nouveau délai-cadre de cotisation dure aussi longtemps que le précédent délai-cadre d'indemnisation prolongé. Cela permet de garantir qu'un éventuel droit existant à la fin du délai-cadre d'indemnisation initial soit maintenu. Le délai-cadre de cotisation prolongé vaut pour tous les nouveaux délais-cadres d'indemnisation qui seront ouverts jusqu'au 31.05.2023 inclus.</p> <p>Deux exemples illustrent cette procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La personne D aurait épuisé son droit ordinaire aux indemnités le 31 mars 2020. Son délai-cadre d'indemnisation dure toutefois encore jusqu'au 1er juin 2020. Elle peut percevoir les 120 indemnités journalières supplémentaires du 1er mars 2020 au 31 août 2020 et toucher les indemnités journalières auxquelles elle a encore droit à partir du 1er septembre 2020 (ou plus tôt si les 120 indemnités journalières supplémentaires sont déjà épuisées). Son délai-cadre d'indemnisation est prolongé de six mois). Si, dans les six mois deux ans qui suivent le 1er septembre 2020, elle ouvre un nouveau délai-cadre d'indemnisation, son délai-cadre de cotisation est aussi prolongé de six mois. • La personne E a un délai-cadre ouvert jusqu'au 30 avril 2020. Son délai-cadre est prolongé jusqu'au 31 octobre 2020 (donc de six mois) et elle perçoit les indemnités journalières supplémentaires du 1er mars au 31 août 2020. Les indemnités restantes au 1er mars 2020 peuvent être perçues entre le 31 août 2020 (ou plus tôt si les 120 indemnités journalières supplémentaires sont épuisées) et le 31 octobre 2020. Si, dans les six mois deux ans qui suivent le 1er septembre 2020, elle ouvre un nouveau délai-cadre d'indemnisation, son délai-cadre de cotisation est aussi prolongé de six mois. <p>La prolongation des délais-cadres à partir du 1^{er} mars 2021 est traitée de façon analogue.</p> <p>Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La personne F demande un nouveau délai-cadre d'indemnisation à partir du 01.02.2023. Elle était déjà au chômage depuis le 01.11.2020 et a bénéficié d'une prolongation du délai-cadre d'indemnisation de mars à mai 2021 de 3 mois jusqu'au 31.01.2023 (27 mois au total). Le délai-cadre de cotisation dure également 27 mois, soit du 01.11.2020 au 31.01.2023. • La personne G s'inscrit à nouveau au chômage à compter du 01.02.2023. Elle était déjà au chômage depuis le 01.01.2020 et a bénéficié d'une prolongation du délai-cadre d'indemnisation de 6 mois de mars à août 2020 et d'une prolongation de 3 mois supplémentaires de mars à août 2021 jusqu'au 30.09.2022 (soit un total de 33 mois). Le délai-cadre de cotisation dure également 33 mois, c'est-à-dire du 01.05.2020 au 31.01.2023. • La personne H s'inscrit pour la première fois au chômage le 01.02.2023. Le délai-cadre de cotisation dure 24 mois, c'est-à-dire du 01.02.2021 au 31.01.2023. • La personne I demande un nouveau délai-cadre à partir du 01.02.2023, elle a déjà un délai-cadre en cours du 01.02.2021 au 30.04.2023 (27 mois au total, y compris une prolongation de 3 mois de mars à mai 2021) et le droit maximal aux indemnités journalières est déjà épuisé en octobre 2022. La prolongation du délai-cadre d'indemnisation peut être complètement désactivée (par analogie avec le Bulletin LACI IC B56 et B70) afin d'éviter une « coquille vide », mais le délai-cadre ordinaire de 24 mois ne peut pas être raccourci. Dans ce cas, le délai-cadre de cotisation ne dure également que 24 mois, c'est-à-dire du 01.02.2021 au 31.01.2023. • La personne J demande un nouveau délai-cadre à partir du 01.02.2023, elle dispose déjà d'un délai-cadre en cours du 01.01.2021 au 31.03.2023 (27 mois au total, y compris une prolongation de 3 mois de mars à mai 2021) et le droit maximal aux indemnités journalières est déjà épuisé avant le 31.01.2023. La prolongation du délai-cadre d'indemnisation peut être plafonnée (par analogie avec le Bulletin LACI IC B56 et B70) de 2 mois pour mettre fin à la « coquille vide » (durée effective du délai-cadre d'indemnisation 25 mois). Dans ce cas, le délai-cadre de cotisation dure également 25 mois, c'est-à-dire du 01.01.2021 au 31.01.2023 	<p>Ordonnance COVID-19 AC (RS SR 837.033), valable du 1.9.2020 au 31.12.2022.</p> <p>D'après la « directive sur la pandémie » 2020/12</p> <p>Modification reprise de la directive 2021/13</p>
B263a	<p><i>Valable depuis le 22.07.2020</i></p> <p>Les personnes qui se trouvent en quarantaine ne sont en principe pas en mesure d'accepter un emploi convenable ou de participer à des mesures de réinsertion. Toutefois, l'aptitude au placement d'une telle personne ne peut pas être refusée dans tous les cas. L'élément déterminant est de savoir si la personne assurée savait ou aurait dû savoir avant le départ</p>	<p>D'après la « directive sur la pandémie » 2020/12</p> <p>Modification reprise de la directive 2021/13</p>

Cm	Nouvelle formulation ⁴	Explication
	<p>que le lieu de destination est / était considéré comme un État ou une zone présentant un risque élevé d'infection ou que des règles particulières concernant les personnes vaccinées ou guéries s'appliquent sur le lieu de destination (cf. liste en annexe de l'ordonnance COVID-19 mesures dans le domaine du transport international de voyageurs (RS 818.101.27)) .</p> <p>Si la personne assurée devait alors avoir entrepris le voyage bien que la destination du voyage fût mentionnée sur la liste au moment du départ, elle était consciente ou aurait dû être consciente qu'elle doit se mettre en quarantaine après le retour en Suisse. Ce scénario aura donc un effet sur l'aptitude au placement, c'est-à-dire que l'aptitude au placement pendant la quarantaine de dix jours doit être refusée dans un tel cas. La personne assurée peut encore bénéficier du solde des jours sans contrôle.</p> <p>Si, en revanche, la destination du voyage ne faisait pas partie, au moment du départ, des États ou des zones présentant un risque élevé d'infection et que le statut de la destination touristique a été modifié au cours du congé de la personne assurée, la quarantaine à effectuer après son retour n'est pas imputable à la personne assurée. L'aptitude au placement est considérée comme acquise durant la quarantaine de dix jours. Dans ce cas, ni des jours supplémentaires doivent être comptés sans contrôle, ni les jours de quarantaine doivent être traités comme congé non payé. Ces derniers sont considérés comme des jours normaux de chômage contrôlés.</p> <p>En effet, la personne assurée doit continuer dans tous les cas à déployer des efforts durant la quarantaine pour trouver un emploi. En cas de quarantaine dont elle n'est pas responsable, elle peut être contrainte à participer à des entretiens de conseil par téléphone ou à des MMT proposées en ligne.</p>	
B263b	<p><i>Valable depuis le 30.10.2020</i></p> <p>B263a s'applique de la même manière aux assurés qui sont mis en quarantaine sans se rendre dans une zone à risque. Les personnes mises en quarantaine sans qu'il y ait faute de leur part conservent l'aptitude au placement. Elles ont également droit à des indemnités journalières pendant la quarantaine, mais doivent continuer à faire des recherches d'emploi, à participer aux entretiens de conseil par téléphone ou à des MMT proposées en ligne.</p> <p>Les assurés dont le comportement a entraîné la quarantaine (par exemple, le non-respect des règles d'hygiène et de distance, participation à un événement avec un nombre non autorisé de personnes, contact avec une personne dont on sait qu'elle est infectée) perdent leur aptitude au placement pendant la période de quarantaine. Ils n'ont pas droit aux indemnités journalières pendant la quarantaine, mais ils peuvent bénéficier du solde de jours sans contrôle.</p> <p>L'évaluation incombe à l'autorité compétente, en tenant compte de toutes les circonstances du cas d'espèce.</p> <p>Les dispositions actuelles s'appliquent de manière inchangée.</p>	D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21
B306a	<p><i>Valable depuis le 01.10.2021</i></p> <p><i>Titre intermédiaire avant B306a :</i></p> <p>Devoir d'information, postulation pour des postes pour lesquels une vaccination ou un certificat COVID est requis, ainsi que chômage fautif dû à l'absence de vaccination ou de certificat</p>	
B306a	<p><i>Valable depuis le 01.10.2021</i></p> <p>Selon le domaine d'activité, les demandeurs d'emploi sont tenus d'indiquer à l'ORP s'ils disposent d'un certificat COVID afin que l'ORP puisse définir une stratégie de réinsertion appropriée.</p> <p>Si l'ORP exige de vérifier que l'assuré est en possession d'un certificat COVID et que ce dernier refuse, des sanctions sont admissibles.</p>	D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21

Cm	Nouvelle formulation ⁴	Explication
B306b	<p><i>Valable depuis le 01.10.2021</i></p> <p>Un employeur peut exiger de ses collaborateurs de se vacciner uniquement s'il existe un danger concret et proportionnellement élevé, qui se présente en cas de non-vaccination malgré les autres mesures de protection prises pour les collaborateurs ou les tiers (p. ex. des patients, des clients, des collègues de travail). Une obligation générale de se vacciner pour tous les collaborateurs d'une entreprise n'est pas autorisée.</p> <p>S'il existe une obligation de se vacciner légitime pour le poste en question, l'assuré qui refuse de postuler ne doit pas être sanctionné. Dans les cas individuels, il incombe à l'organe d'exécution compétent de décider si une obligation de se vacciner constitue un motif suffisant pour déroger à l'obligation de postuler.</p> <p>Par ailleurs, aucune sanction ne doit être prise si une personne assurée non vaccinée postule à un poste qu'elle n'obtient pas à cause de l'absence de vaccination. Dans ce cas, une suspension du droit à l'indemnité du fait que la personne n'est pas vaccinée n'est pas admise. En effet, il n'existe pas jusqu'à présent d'obligation générale de se vacciner.</p> <p>Toutefois, si les chances d'emploi de la personne assurée sont faibles en raison de l'absence de vaccination, ou s'il n'a que des perspectives limitées d'être employé par un employeur en raison de l'obligation de vaccination (p.ex. dans le secteur de la santé), elle doit être prête à faire des efforts pour travailler en dehors de sa profession apprise. Dans le cas contraire, l'aptitude au placement doit être examinée et, si nécessaire, retirée.</p>	<p>D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21</p>
B306c	<p><i>Valable depuis le 01.10.2021</i></p> <p>En vertu de l'art. 25, al. 2bis, de l'ordonnance COVID-19 situation particulière (RS 818.101.26), l'employeur est habilité à vérifier que son personnel dispose d'un certificat COVID si cela permet de définir des mesures de protection appropriées en vertu du principe STOP ou de mettre en œuvre le plan de dépistage prévu à l'art. 7, al. 4.</p> <p>Un test visant à dépister une maladie (par ex. le COVID-19) sur le lieu de travail est un acte médical que l'employeur ne peut faire effectuer que si des signes indiquent une atteinte à la santé des employés en raison de leur activité professionnelle. Un test peut cependant être ordonné pour certains groupes de travailleurs particulièrement exposés, par exemple dans le cadre d'une stratégie de test ordonnée par le canton ou par la Confédération ou en cas de flambée de la maladie (nombreux cas de contamination) dans l'entreprise. Une pesée des intérêts doit alors avoir lieu afin de s'assurer que la mesure décidée est proportionnelle à la situation.</p> <p>S'il existe une exigence légitime de test pour le poste en question, la personne ne doit pas être sanctionnée pour avoir refusé de postuler à ce poste. Il appartient à l'Organe d'Exécution compétent de décider si, dans un cas spécifique, une obligation de se faire tester constitue un motif suffisant pour renoncer à l'obligation de postuler à l'emploi.</p> <p>Aucune sanction ne doit être prise si une personne assurée postule à un poste qu'elle n'obtient pas à cause de l'absence de test. Dans ce cas, une suspension du droit à l'indemnité du fait que la personne n'est pas testée n'est pas admise. En effet, il n'existe pas jusqu'à présent d'obligation générale de se faire tester.</p>	<p>D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21</p>

Cm	Nouvelle formulation ⁴	Explication
	Toutefois, si les chances d'emploi de la personne assurée sont faibles en raison de l'absence de test, ou s'il n'a que des perspectives limitées d'être employé par un employeur en raison de l'obligation de test, l'aptitude au placement doit être examinée et, si nécessaire, retirée.	
B306d	<i>Valable depuis le 01.10.2021</i> Les frais de test, par exemple pour un entretien, ne peuvent pas être couverts par l'AC	D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21
B306e	<i>Valable depuis le 01.10.2021</i> Si, par exemple, une personne assurée est licenciée parce qu'elle ne veut pas se faire vacciner, il convient d'examiner dans chaque cas particulier si l'employeur peut exiger la vaccination sur la base de la situation spécifique. Il doit exister un risque concret et proportionnellement élevé pour les employés eux-mêmes ou pour des tiers (p. ex. patients, clients, collègues de travail) en cas de non-vaccination malgré les autres mesures de protection prises. Si tel est le cas, le non-respect de cette instruction constitue une violation des obligations découlant du droit du travail. Cela peut se traduire par un avertissement, une mutation au sein de l'entreprise, voire un licenciement. Dans ce cas, le chômage fautif devrait alors également être examiné selon l'art. 30, al. 1, let. a, LACI. La question de l'admissibilité de l'ordre de l'employeur de se faire vacciner contre le coronavirus et d'un avertissement ultérieur et le caractère abusif d'un licenciement dans le cas du refus de la vaccination n'a pas (encore) été clarifiée en Suisse par le Tribunal fédéral. L'admissibilité de la vaccination obligatoire est probablement donnée dans le cas d'activités avec contact avec des personnes particulièrement menacées (travail comme personnel soignant dans les maisons de retraite, les hôpitaux, les cabinets médicaux, etc.) ou si le travail ne peut plus être effectué sans vaccination en raison de réglementations sur lesquelles l'employeur n'a aucune influence (par exemple pour le personnel des compagnies aériennes, si les vols internationaux ne sont autorisés qu'aux personnes vaccinées). Il en va de même pour les personnes assurées qui sont licenciées parce qu'elles ne peuvent/veulent pas présenter un certificat COVID, par exemple parce qu'elles ne veulent pas être testées. Dans ce cas, il faut également examiner dans chaque cas individuel si les circonstances sont réunies pour que l'employeur puisse exiger un test de dépistage et donc si les obligations découlant du droit du travail ont été violées. Selon les circonstances, le chômage peut ou non être fautif.	D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21
B340a	<i>Valable depuis le 12.03.2020</i> L'inscription en vue du placement doit également être assurée en cas de pandémie. A partir du 1er juillet 2021, la règle qui s'applique selon l'OACI révisée (RS 837.02) est la suivante : l'inscription s'effectue en se présentant personnellement à l'office compétent ou via la plateforme d'accès aux services en ligne (selon l'al. 5 OSI-AC RS 837.063.1, autrement dit sur www.arbeit.swiss ou www.jobroom.ch). La personne assurée doit communiquer son numéro AVS lors de son inscription. Selon l'art. 20a, al. 2, OACI, l'office compétent en vue du placement réalise le premier entretien de conseil et de contrôle avec l'assuré au plus tard quinze jours après la date d'inscription de celui-ci. L'entretien peut avoir lieu en personne, par téléphone (uniquement si le concept de protection ne permet pas à l'assuré de se présenter en personne) ou par vidéo-conférence (uniquement si le concept de protection ne permet pas à l'assuré de se présenter en personne et à condition que les dispositions cantonales en matière de protection des données le permettent).	D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21

Cm	Nouvelle formulation ⁴	Explication
	En cas d'un premier entretien de conseil et de contrôle par téléphone ou par vidéoconférence, l'identification de la personne assurée peut être effectuée au moyen d'une pièce d'identité officielle et de son numéro AVS (par ex. certificat AVS, carte d'assurance-maladie) par écrit et sera contrôlée à la prochaine occasion lors d'un entretien en personne.	
B340b	<p><i>Valable depuis le 12.03.2020</i></p> <p>L'ensemble des entretiens de conseil et de contrôle suivants peuvent continuer d'avoir lieu par téléphone ou par vidéoconférence (à condition que les dispositions cantonales en matière de protection des données le permettent).</p> <p>Lorsqu'il s'agit de faire le point sur les recherches d'emploi et d'appliquer les sanctions correspondantes, la situation du marché du travail et les possibilités de travail des personnes concernées doivent être prises en considération. En outre, les sanctions sont à appliquer avec retenue.</p>	D'après la « directive sur la pandémie » 2021/21
C128a	<p><i>Valable depuis le 30.10.2020</i></p> <p>Les chômeurs qui perçoivent un gain intermédiaire tout en recevant des IC peuvent, en principe, avoir droit à une allocation pour perte de gain COVID-19. À condition que ces personnes ne soient pas déjà indemnisées pour l'interruption de travail par l'indemnité en cas de RHT par le biais de l'AC, cela peut être le cas, par exemple, si une quarantaine est ordonnée pour la personne assurée ou si la garde des enfants par un tiers est annulée en raison des mesures COVID-19 et que le travail doit être interrompu en conséquence. Le cas échéant, le calcul de l'allocation pour perte de gain COVID-19 est basé sur le revenu que la personne aurait gagné grâce au gain intermédiaire. L'indemnité journalière s'élève à 80% de ce gain et est limitée à un maximum de Fr. 196.00.</p> <p>Le gain intermédiaire est défini comme tout revenu provenant d'une activité salariée ou indépendante que l'assuré perçoit pendant une période de contrôle et qui est inférieur aux indemnités de chômage auxquelles il a droit (IC ; Bulletin LACI IC C123). Les compensations de salaire (poursuite du versement du salaire conformément aux art. 324a ss CO, indemnités journalières de maladie et d'accident) doivent également être imputées comme gain intermédiaire (Bulletin LACI IC C128 ; art. 24 LACI et art. 41a OACI).</p> <p>L'allocation pour perte de gain prévue par l'ordonnance sur les pertes de gain COVID-19 (RS 830.31) est également une forme de compensation de salaire, car elle est destinée à couvrir la perte de gain liée au coronavirus (par ex. en cas de quarantaine ou de garde d'enfants). Pour cette raison, l'imputation est effectuée de la même manière que pour les indemnités journalières de maladie ou d'accident (Bulletin LACI IC C128).</p> <p>Dans la mesure où une personne sans emploi reçoit une allocation Corona-perte de gain en lieu et place de son salaire provenant d'une activité intermédiaire, il est justifié d'appliquer par analogie au Bulletin LACI IC C128 l'imputation de l'allocation pour perte de gain sur les IC (imputation de l'allocation Corona-perte de gain comme gain intermédiaire). En cas de versement séparé, l'allocation Corona-perte de gain brute est donc ajoutée aux gains intermédiaires déterminants et également imputée comme salaire, et non comme indemnité journalière d'une assurance sociale (art. 28 LACI).</p>	D'après la « directive sur la pandémie » 2021/01
C208a	<p><i>Valable depuis le 20.01.2021</i></p> <p>La quarantaine ou l'isolement ne conduit pas systématiquement à une prolongation du délai de congé. L'art. 336c, al. 2, CO ne s'applique que si, d'une part, le travailleur est effectivement en incapacité de travail et, d'autre part, qu'il en apporte la preuve par un certificat médical. Seule une incapacité de travail et non une (auto-) quarantaine ou un (auto-) isolement pur(e) peut empêcher la recherche d'emploi ou le commencement d'un nouvel emploi. .</p>	D'après la « directive sur la pandémie » 2021/01

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs, nos salutations distinguées.

Secrétariat d'État à l'économie



Oliver Schärli

Chef Marché du travail et assurance-chômage



Damien Yerly

Chef Marché du travail et Réinsertion



Jean-Christophe Lanzeray

Chef du service de révision



Daniela Riva

Cheffe du service juridique

Cette directive

- est disponible en allemand et en italien ,
- est publiée sur le TCNet et sur www.travail.swiss .